



LETTRE OUVERTE

Monsieur le Recteur,

Les étudiants de la Fédération Campus Basse-Normandie, au travers de cette lettre ouverte, souhaitent interpeller le Gouvernement, et tout particulièrement le Premier ministre, la ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministre des Finances et des Comptes publics ainsi que le Parlement, sur nos conditions de travail, d'études et de vie étudiante.

À l'heure où le projet de loi de finances est examiné par le Parlement, nous refusons la perspective d'une année supplémentaire pendant laquelle notre établissement ne serait pas en capacité matérielle et financière d'assurer un accueil décent des équipes et des étudiants, et encore moins de répondre aux enjeux que, collectivement, l'enseignement supérieur de notre nation devra surmonter.

Alors que l'Enseignement Supérieur français est amené cette année à accueillir 45 000 étudiants en plus, l'équivalent d'environ deux universités comme la nôtre (croissance de 1,1% en l'espace d'un an), nous réaffirmons le fait que notre Université porte à cœur d'assumer sa responsabilité sociale de démocratisation de l'enseignement supérieur et de préparation de la jeunesse aux enjeux de demain.

Cette année encore, notre Université n'est pas épargnée par l'arrivée massive d'étudiants. Toutefois, cette augmentation n'est pas la seule problématique à laquelle nous devons faire face. Le fonctionnement de notre Université se voit confronté à d'autres frais non compensés par la dotation étatique : le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) représente à lui seul une augmentation de près de 200 millions d'euros à l'échelle nationale, sans compter l'augmentation des frais de fonctionnement tels que le prix de l'énergie.

Ces augmentations aggravent la situation de l'Université qui ne peut plus remplir pleinement ses missions pédagogiques depuis plusieurs années maintenant. Ces contraintes budgétaires affectent les conditions d'études, saturant les capacités de l'Université et conduisant à un sous-encadrement des étudiants dans de nombreuses filières. Notre Université, comme nous avons pu le voir, en vient à se positionner en faveur de capacités d'accueil dans de plus en plus de filières, en contradiction avec les valeurs et missions du service public qu'elle représente.

Pour toutes ces raisons, la proposition du Gouvernement nous paraît bien en-deçà des réalités budgétaires actuelles et peu en adéquation avec la volonté de miser sur l'augmentation des qualifications des jeunes en France comme moteur de notre société. En effet, une proposition de 165 millions d'euros ne répondrait pas à l'augmentation des frais de fonctionnement et ne suffirait pas à assumer l'arrivée massive de nouveaux étudiants dans nos universités.

Cette proposition semble bien dérisoire face aux enjeux des années à venir, notamment ceux résumés dans les objectifs fixés par la StraNES pour 2025 : 60% d'une tranche d'âge diplômée d'un bac +3 et 2% du PIB investi dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (+25 milliards d'euros sur 10 ans, soit 2,5 milliards par an).



Fédération Campus Basse Normandie
Université de Caen CS 14032 CAEN CEDEX 05
Téléphone : 02 31 56 65 63
www.campusbn.org - contact@campusbn.org

LETTRE OUVERTE

En tant qu'organisation étudiante, il est de notre devoir d'interpeller les pouvoirs publics quant à la détérioration de nos conditions d'études. Cette lettre est pour nous l'occasion de vous signifier nos craintes, et de vous faire part de notre volonté de rester mobilisés sur les questions abordées, en ce jour du mouvement de mobilisation nationale autour du budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, suivi par la FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes) et ses fédérations étudiantes. Nous voulons nous assurer que les études supérieures en France ont bien pour objectif d'être ouvertes à tous, sans condition d'origine sociale ou de ressources, sans sélection arbitraire, qui viendraient corrompre leurs objectifs primaires.

La ligne directrice du Gouvernement, poursuivie telle quelle, tend à dénaturer les missions de l'Université française. Asphyxiée par des budgets stagnants et face à son incapacité d'accomplir dans de bonnes conditions sa mission pédagogique, la communauté universitaire en vient à se poser des questions qui ne présagent rien de bon pour l'avenir.

Monsieur le Recteur, à une époque où les capacités d'accueil se multiplient, où le Gouvernement aborde la question des méthodes de sélection envisageables à l'entrée à l'Université, ne devrions-nous pas plutôt, en tant que service public ouvert à tous, émancipateur et moteur de l'innovation, nous poser la question suivante :

“Comment pourrions-nous accueillir et accompagner décemment tous les étudiants souhaitant effectuer des études supérieures ?”.

A Caen, le 16 octobre 2015,
Pour la Fédération Campus Basse-Normandie,
Son réseau d'associations étudiantes,
Ses élus.

Valentin Pestel, président.